Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n° 1 | Avril 2013

La biodiversité aménage-t-elle le territoire ?

Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy (dir.), *La Mondialisation et résilience des territoires – Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 292p.

Bertrand Zuindeau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9729>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9729

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bertrand Zuindeau, « Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy (dir.), *La Mondialisation et résilience des territoires – Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 292p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n° 1 | Avril 2013, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9729> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9729>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy (dir.), *La Mondialisation et résilience des territoires – Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 292p.

Bertrand Zuindeau

- 1 Écodéveloppement, développement durable, développement soutenable, développement viable, modernisation écologique, économie circulaire, etc. : le paradigme d'un développement économique tenant compte des contraintes écologiques et (peut-être dans une moindre mesure) sociales a suscité une floraison sémantique qui ne manque pas de se renouveler périodiquement. En l'occurrence d'ailleurs, le changement d'appellations n'induit pas nécessairement le changement conceptuel, tant sont parfois très proches les acceptions respectives. Au titre, sinon des pures nouveautés, mais en tout cas d'une application novatrice au champ économique et social, la « résilience » a fait, depuis quelques années, une entrée remarquée et jugée prometteuse autant dans la littérature académique que dans les discours technico-politiques. La notion, en effet, est connue depuis plusieurs décennies dans le registre des sciences dures, en particulier dans les sciences de l'ingénierie, en chimie et en écologie. En psychologie, la résilience connaît aussi un engouement certain depuis une bonne dizaine d'années, notamment, pour ce qui concerne la France, grâce aux travaux du neurologue-psychanalyste Boris Cyrulnik. S'agissant de l'économie et de l'aménagement du territoire, la percée de la notion est bien plus récente, de quelques années seulement, même si certains apports précurseurs proviennent de la fin des années 1990 (par exemple la thèse de Christina Aschan-Leygonie sur la résilience des systèmes spatiaux date de 1998).
- 2 S'il s'agit d'une notion jeune, la résilience territoriale n'en suscite pas moins un intérêt marqué et paraît offrir des perspectives, tant heuristiques que politiques, très encourageantes ; à ce point que l'idée d'Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy de proposer un premier ouvrage de synthèse sur la question est des plus opportunes. *Mondialisation et résilience des territoires* est un livre qui tout à la fois dresse l'état de la littérature existante sur la résilience territoriale, spécifie les principales caractéristiques analytiques du concept, cherche à cerner les diverses

interprétations s'y référant, et ce au travers d'une introduction générale très dense et de treize chapitres originaux. La diversité des registres scientifiques des auteurs (économie, gestion, géographie, aménagement, science politique, sociologie, sciences de l'information et de la communication, écologie...) fait indiscutablement de ce livre une contribution pluridisciplinaire, voire interdisciplinaire dès lors que les apports mêlent plutôt les regards qu'ils ne les ajoutent les uns aux autres, parfois au sein d'un même chapitre. En près de 300 pages, les contributeurs font varier les entrées pour cerner la résilience dans ses diverses facettes et usages pluriels. La première partie met l'accent sur plusieurs exemples de territoires (Nord-Pas de Calais, agglomération de Nantes, Dunkerquois) ayant plus ou moins bien accompli leur reconversion économique sur le temps long. La deuxième partie s'intéresse aux formes d'adaptation territoriale, via des clusters ou des filières particulières (cluster industriel et scientifique grenoblois, microtechniques franc-comtoises, filière AOC Crémant de Bourgogne). La troisième partie a pour objet la redistribution internationale des activités et les stratégies d'attractivité territoriale (politiques de « croissance verte » en France, mondialisation des chaînes logistiques, rôle des diasporas vis-à-vis de la résilience territoriale). Enfin, dans une quatrième et dernière partie, la résilience est mise en rapport avec deux autres figures importantes dans le domaine économique et social : le développement durable (chapitre 11 axé plus spécialement sur la vulnérabilité climatique des villes et chapitre 12) et l'innovation sociale (chapitre 13).

- 3 Nous venons de parler de reconversion, d'adaptation, de redistribution (d'activités), de vulnérabilité, de développement durable, d'innovation (sociale) : comment se situe la résilience au regard de ces différentes notions ? Plus largement, comment définir la résilience, lorsque notamment elle s'applique aux territoires ? La définition donnée dans le livre permet d'emblée de distinguer deux formes de résilience, la résilience statique et la résilience dynamique. « La résilience territoriale désigne, d'une part, cette aptitude qu'ont certains territoires à générer en leur sein (auto-organisation) des capacités de résistance et d'adaptation (défensives) au changement, leur permettant ainsi de maintenir ou de retrouver les bases de leur développement et de leur spécificité face à des chocs plus ou moins brutaux. On dit alors que ces territoires acquièrent une résilience statique (...). La notion de résilience désigne, d'autre part, la capacité de certains territoires à inventer et à déployer de nouvelles ressources, capacités ou valeurs (...) leur permettant de bifurquer et ainsi de s'insérer avantageusement dans une dynamique (vertueuse) de transformation impulsée par l'évolution de leur environnement. On dit alors que ces territoires développent une résilience dynamique » (p. 4). La suite de l'ouvrage reprend fréquemment cette distinction, avec parfois une terminologie différente (mais avec des acceptions similaires) : résilience « réactive » et résilience « proactive » (chapitre 5 de E. Dubos-Paillard et S. Carel et chapitre 11 de B. Quenault).
- 4 La résilience suppose un choc éventuel. Ce choc peut être endogène au système concerné (ici le territoire considéré) ou exogène. Dans le livre, les chocs plus particulièrement envisagés relèvent du second registre, en l'occurrence de la mondialisation – d'où le titre de l'ouvrage. Qu'il s'agisse de phénomènes économiques, financiers, technologiques, mais aussi écologiques, démographiques (mouvements migratoires), sociaux, etc., la mondialisation est porteuse de conséquences affectant les divers territoires. Quand bien même, à moyen-long terme, le territoire pourrait en tirer bénéfice, le plus souvent, de tels phénomènes sont facteurs de déstabilisation à court terme. Précisément, la résilience désigne la capacité à surmonter ces mouvements de

déstabilisation, en retrouvant une situation antérieure ou en s'adaptant positivement aux nouveaux enjeux suscités par la mondialisation. À cet égard, on notera que, résilience ou pas, les auteurs de l'ouvrage adoptent une posture résolument favorable à la mondialisation. Certes, ils plaident pour une « autre mondialisation » (p. 9), mais en tout cas s'opposent-ils aux « thèses déclinistes, voire rétrogrades, des pourfendeurs d'une mondialisation qui serait (nécessairement) malheureuse (...) ou, encore, des tenants d'une mondialisation supposée salvatrice » (p. 9). La position des auteurs est évidemment légitime ; peut-être aurait-elle pu se fonder sur une argumentation plus nourrie, tant les stratégies protectionnistes demeurent très présentes, s'agissant des pays développés comme des économies émergentes, parfois même s'accroissant en réaction à une difficulté nouvelle. En l'occurrence, le choix d'un certain niveau de protection, servi par des instruments adaptés (taxes aux frontières, contingentements divers...), ne signifie nullement l'inscription dans l'alternative absolutiste de « l'ouverture » ou de la « fermeture », mais peut viser un « juste milieu » captant certaines opportunités liées à la mondialisation et cherchant, par ailleurs, à amortir les chocs induits par cette même mondialisation. Par ailleurs, et plus directement au regard de la problématique de la résilience, la question de savoir si la recherche de protections est une solution viable aux chocs exogènes est une « vraie » question qui mériterait d'être examinée plus à fond.

- 5 Toujours est-il que le cadre de la mondialisation, notamment économique, influe sur la manière dont la résilience va être appréhendée et le livre proposé offre des regards pluriels sur cette question. Il me semble qu'au-delà de cette diversité de points de vue, deux grandes voies sont proposées qui correspondent, en définitive, à des visions différentes – en tout cas pas nécessairement convergentes – de la résilience. (En l'occurrence, cette distinction ne se confond nullement avec celle indiquée plus haut entre résilience statique et résilience dynamique). La première approche, assez largement illustrée dans l'ouvrage, est de voir la résilience comme l'adaptation du territoire (ou de l'économie de ce territoire) aux conditions du marché global. En s'appuyant sur ses ressources propres, en valorisant telle tradition industrielle, tel savoir-faire, telle capacité d'innovation, etc., les activités économiques du territoire satisfont au mieux aux exigences formulées par l'économie mondiale, notamment en termes de compétitivité. Des exemples nombreux sont donnés dans le livre : territoires, pôles et clusters, filières particulières, etc. Si la résilience est adaptation, elle est, suivant cette approche, adaptation au système. En filant la métaphore introduite par la citation d'André Breton, qui figure en exergue du livre (« je ne veux pas changer la règle du jeu, je veux changer de jeu »), l'adaptation s'envisage ici comme la meilleure adaptation qui soit à la « règle du jeu » économique, sans volonté particulière de changer cette règle, ni a fortiori de changer de jeu.
- 6 Mais une autre approche est également tout à fait explicite dans le livre, notamment lorsqu'on aborde la 4^e partie « Développement durable, innovation sociale et résilience des territoires ». Adossée à une problématique de développement durable, la résilience territoriale prend une autre acception. Elle signifie, certes, une adaptabilité accrue en réponse à une vulnérabilité accrue, du fait d'un certain nombre de problèmes renforcés (le chapitre 11 de Béatrice Quenault prend l'exemple du changement climatique), mais aussi, plus largement, une transformation – plus précisément même une « transformabilité » (en tant que capacité de transformation) – à assurer au regard d'enjeux écologiques et sociaux. Dans cette optique, l'idée d'adaptation optimale à la règle du jeu économique perd de sa pertinence. Il est possible même que les systèmes

territoriaux doivent s'en affranchir. Il s'agit alors de changer de règles du jeu, voire de changer de jeu.

- 7 Il n'y a pas convergence nécessaire, disais-je, entre les deux approches. Mais elle est, cependant, possible. En tout cas, convient-il de rechercher des conditions de résilience qui satisfassent à la fois aux exigences de compétitivité et à des objectifs (ou des contraintes) sociaux et environnementaux. D'une certaine manière, un tel programme coïncide assez fidèlement avec l'ambition du développement durable, dans sa définition originelle, à savoir une intégration entre objectif d'efficacité économique, objectif d'équité sociale et prudence écologique ; la résilience maintenant cependant spécifiquement l'accent sur un coût d'adaptation minimal. D'un point de vue économique, une telle orientation nous conduit vers les formes de la compétitivité hors-coûts, attentives à la qualité des produits, l'innocuité environnementale des process de production, la capacité d'innovation, etc.
- 8 De par les contributions rassemblées, l'ouvrage d'Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy est d'un apport précieux et pose déjà des jalons très utiles, tant sur les plans théorique qu'empirique. Mais il ouvre également des perspectives tout à fait stimulantes. À cet égard, il insiste sur l'intérêt de favoriser « l'élaboration de grilles d'analyse approfondies et de typologies des trajectoires de résilience », de même que « la mise en évidence de critères pertinents et robustes permettant de fonder des méthodologies éprouvées pour l'analyse de la résilience 'sur le terrain' » (p. 16). Cette piste quant à la conception et à la mise en œuvre d'indicateurs de la résilience (puisque c'est bien de cela qu'il s'agit) nous paraît constituer, en effet, une voie à privilégier. L'enjeu est ici de s'essayer à des « mesures » de la résilience, ou par un indicateur composite ou par des systèmes d'indicateurs. Une telle mesure peut s'avérer utile dans l'optique de désigner des cibles pour les politiques publiques, mais aussi éventuellement pour les acteurs économiques, et viser globalement une amélioration de la résilience des systèmes et des territoires.
- 9 Une autre piste intéressante, et probablement même indispensable, est d'ordre théorique. Si, de manière positive, on parvient assez bien à définir la résilience, cela n'empêche pas que dans les usages, la spécificité de ce concept n'apparaît pas toujours clairement au regard de catégories proches (développement durable, capacité d'innovation, et même dans une certaine mesure compétitivité...). Cela, manifestement, constitue un inconvénient. Dès lors, la caractérisation précise du concept et la définition de « ce qu'il n'est pas » constituent une tâche incontournable. La valeur heuristique du concept et sa portée dans toute tentative d'opérationnalisation sont à ce prix.

AUTEUR

BERTRAND ZUINDEAU

Bertrand Zuindeau est maître de conférences HDR en économie à l'Université Lille 1. Depuis septembre 2011, il est en détachement comme conseiller technique au sein du Cabinet du Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais. Le texte est de sa seule responsabilité et ne saurait en rien engager l'institution régionale qui l'emploie actuellement.